

Mgr Taché, entr'autres, et la plupart des missionnaires prétendirent que l'on avait abusé de la générosité du parlement, que les Métis qui, sous plusieurs rapports, sont de véritables enfants, étaient devenus la proie des spéculateurs qui avaient acheté leur "scrip" pour une bagatelle, et que le résultat, loin d'avoir été avantageux pour les Métis, leur avait été nuisible.

On proposa plusieurs plans pour résoudre la question. Nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil sur les documents produits en 1885, lors de la rébellion du Nord-Ouest, pour voir que l'archevêque Taché, que l'archevêque de la Terre de Rupert et que le commissaire Denis avaient chacun leur plan.

On était tellement embarrassé de choisir entre tous ces plans, qu'on prit le parti de ne rien faire. Des années et des années s'écoulèrent, et lorsque la rébellion éclata, on n'avait encore rien fait. Lorsque les premiers coups de fusil furent tirés sur les bords de la Saskatchewan, on envoya immédiatement des commissaires chargés d'étudier la question et de la résoudre, de donner à tous les Métis qu'ils pourraient rencontrer des "scrips" semblables à ceux que l'on avait émis dans la province du Manitoba. Il me fait peine d'avoir à dire que cette distribution de "scrips" ne fut pas plus avantageuse pour les Métis du Nord-Ouest qu'elle ne l'avait été, en 1869, pour leurs frères du Manitoba.

Aujourd'hui, en 1899, il y a encore un certain nombre de Métis dont les réclamations n'ont pas été admises. Il faut rendre justice à ces gens-là. Les Métis du Nord-Ouest dont les réclamations n'ont pas été réglées, sont mécontents, car ils sont convaincus que le gouvernement n'a pas tenu parole. Tout le monde admettra qu'il faut faire disparaître le mécontentement latent qui s'est continué d'année en année jusqu'aujourd'hui.

Mon honorable ami (M. Sifton) s'est emparé de la question et veut la régler. Il veut la régler en adoptant l'ancien plan auquel il a fait quelques modifications. Je vois que les honorables députés de Provencher (M. LaRivière), d'York (M. Foster), d'Assiniboia (M. Davin) s'opposent à l'adoption de l'ancien plan. Mais ces messieurs, tout en disant que le système que l'on a suivi jusqu'au-